

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



# REVUE DE PRESSE

*Les Quotidiens*

Cellule Communication

**Mercredi 24 Décembre 2025**



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : [www.economie.gouv.sn](http://www.economie.gouv.sn) – Contact: [contact.mepc@economie.gouv.sn](mailto:contact.mepc@economie.gouv.sn)



# PRESSE EN LIGNE

## **LEJECOS . Visite au Parc agro-industriel d'Adéane : Le président de la République annonce un budget complémentaire de 41 milliards de FCFA**

Le Chef de l'État a visité le 23 décembre 2025, le Parc agro-industriel d'Adéane (département de Ziguinchor), une infrastructure majeure du projet Agropole Sud, qui traduit concrètement sa vision de l'amélioration du cadre des investissements, dans ses dimensions, physique, productive et territoriale. Selon la Présidence de la République dans un communiqué de presse publié sur son site Internet, à travers ce parc, l'État met en place un environnement structuré, sécurisé et fonctionnel, destiné à permettre aux entreprises de s'implanter, de se développer et de créer de la valeur ajoutée au plus près des bassins de production. Le Président de la République a invité les acteurs économiques à saisir pleinement cette opportunité, à exploiter les potentiels agricoles et industriels disponibles et à contribuer activement au développement économique et social durable de la Casamance. Cette initiative, précise-t-on, s'inscrit dans une vision claire et assumée : faire de la transformation locale des produits agricoles un levier de souveraineté économique, de création d'emplois et de prospérité partagée, conformément aux orientations de la Vision Sénégal 2050.

[https://www.lejecos.com/Visite-au-Parc-agro-industriel-d-Adeane-Le-president-de-la-Republique-annonce-un-budget-complementaire-de-41-milliards\\_a30092.html](https://www.lejecos.com/Visite-au-Parc-agro-industriel-d-Adeane-Le-president-de-la-Republique-annonce-un-budget-complementaire-de-41-milliards_a30092.html)

## **SUD QUOTIDIEN. Agropole sud : l'État met le paquet**

En tournée économique dans le Sud du Sénégal, le Président Bassirou Diomaye Faye, a visité hier, mardi, le Parc agro-industriel d'Adéane, infrastructure stratégique du projet Agropole Sud. Cette initiative traduit la volonté de l'État de créer un environnement structuré, sécurisé et fonctionnel, propice à l'implantation des entreprises et à la création de valeur ajoutée au plus près des zones de production. Dans la foulée, le Chef de l'État a réaffirmé sa vision d'une transformation locale renforcée et annoncé l'inscription d'un budget complémentaire de 41 milliards FCFA en faveur de l'Agropole Sud. Le Chef de l'État Bassirou Diomaye a invité les acteurs économiques à exploiter pleinement les opportunités offertes par le projet et à contribuer au développement économique et social durable de la Casamance. Il a souligné que la transformation locale des produits agricoles constitue un levier essentiel de souveraineté économique, de création d'emplois et de prospérité partagée, conformément à la Vision Sénégal 2050. À cette occasion, le Président Bassirou Diomaye Faye a annoncé l'inscription d'un budget complémentaire de 41 milliards de FCFA dans la loi de finances 2026 afin d'accélérer la montée en puissance de l'Agropole Sud et d'en maximiser les retombées économiques et sociales.

<https://www.sudquotidien.sn/agropole-sud-letat-met-le-paquet/>

## **LE SOLEIL. Axe Sandiniéry- Guinée-Bissau : Le chef de l'État lance les travaux de la route d'un coût de 23 milliards de FCFA**

Au troisième jour de sa tournée économique dans le sud du pays, le président de la République a posé un acte fort dans la région de Sédhiou. À Tanaff, il a officiellement



lancé les travaux de la route Sandiniéri-Tanaff-frontière Guinée-Bissau, un tronçon clé du corridor entre les deux pays. Ce projet structurant, attendu depuis des décennies, symbolise la volonté présidentielle de lever les contraintes de mobilité, d'intégrer les territoires et de relancer durablement l'économie locale et sous-régionale. C'est peu après 10 h 30 que le président de la République, Bassirou Diomaye Diakhar Faye, est arrivé sur le site de Tanaff, dans la commune éponyme, au cœur de la région de Sédhiou. À ses côtés, plusieurs membres du gouvernement, dont le ministre des Transports terrestres et aériens, Yankhoba Diémé, le ministre de l'Intérieur, Me Mouhamadou Bamba Cissé, le ministre des Forces armées, le général Birame Diop, le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Ibrahima Sy, et le ministre de l'Hydraulique et de l'Assainissement, Dr Cheikh Tidiane Dièye. La délégation présidentielle a été accueillie par le ministre des Infrastructures, Déthié Fall, ainsi que par les responsables de l'Ageroute.

<https://lesoleil.sn/actualites/axe-sandiniery-guinee-bissau-le-chef-de-letat-lance-les-travaux-de-la-route-dun-cout-de-23-milliards-de-fcfa/>

### **SUD QUOTIDIEN. Fiscalité numérique : le pari sénégalais de la souveraineté**

Le Sénégal amorce un tournant décisif de sa politique économique en faisant de la fiscalité numérique un levier de reconquête de sa souveraineté. À travers le Programme de Redressement Économique et Social (PRES), l'État entend mobiliser de nouvelles ressources en soumettant à l'impôt des secteurs en forte croissance tels que le mobile money, les jeux en ligne et les cryptomonnaies. Une orientation stratégique qui ravive le débat sur l'équilibre entre impératif de souveraineté budgétaire et préservation de l'inclusion financière. Avec le programme « Jubbanti Koom », les autorités rompent avec près de quarante années de politiques fiscales jugées accommodantes. Longtemps marquée par des exonérations accordées aux investisseurs étrangers, cette approche avait contribué à l'érosion progressive des recettes publiques. Désormais, le choix est clairement assumé : privilégier la mobilisation des ressources internes afin de réduire la dépendance à l'endettement extérieur et de garantir un financement plus autonome du développement national. Cette inflexion répond à une urgence économique.

<https://www.sudquotidien.sn/fiscalite-numerique-le-pari-senegalais-de-la-souverainete/>

### **LE QUOTIDIEN. Impact des hydrocarbures : Le contenu local franchit le cap historique des 1110 milliards de F Cfa**

C'est une victoire majeure pour la souveraineté économique du Sénégal. Pour la première fois dans l'histoire du secteur extractif national, les transactions effectuées auprès des fournisseurs locaux ont surpassé celles réalisées avec les entreprises étrangères. Une performance portée par les projets pétroliers et gaziers Sangomar, Gta et Yakaar-Teranga. L'année 2024 marque un tournant pour l'industrie extractive sénégalaise. Selon le dernier rapport annuel du Comité national de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie), présenté ce mardi à Dakar, les entreprises locales captent désormais une part prépondérante de la valeur générée par les hydrocarbures. Sur un volume total de transactions de 2135,7 milliards de F Cfa réalisé par 26 entreprises du secteur, la part revenant aux fournisseurs locaux s'élève à 1110,1 milliards de F Cfa. Pour la première fois, ce montant dépasse celui des prestataires étrangers, qui s'établit à 1025,5 milliards de F Cfa.



<https://lequotidien.sn/impact-des-hydrocarbures-le-contenu-local-franchit-le-cap-historique-des-1110-milliards-de-f-cfa/>

### **APS. Hydrocarbures : une forte hausse des transactions des entreprises locales en 2024**

Les transactions effectuées par les entreprises locales dans le sous-secteur des hydrocarbures au Sénégal ont connu une forte hausse en 2024, s'élevant à 1 110 milliards de francs CFA, indique le dernier rapport annuel du Comité national de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE). "L'année 2024 a été marquée par une évolution significative du contenu local dans le sous-secteur des hydrocarbures, avec des résultats consolidés provenant des principaux projets pétroliers et gaziers : Sangomar, Grand Tortue Ahmeyim et Yakaar-Teranga", a écrit le Comité national de l'ITIE dans ce rapport présenté aux journalistes, mardi, à Dakar. Selon ce document consulté par l'APS, les transactions effectuées par 26 entreprises auprès des fournisseurs locaux et étrangers en 2024 s'élèvent à 2 135 milliards 716 millions 679 mille 664 francs CFA.

<https://aps.sn/hydrocarbures-une-forte-hausse-des-transactions-des-entreprises-locales-en-2024/>

### **SENEWEB. Secteur extractif : 90% des revenus dans les caisses de l'État, zéro Franc dans le fonds de réhabilitation**

Le secteur extractif sénégalais a réalisé un grand bond en 2024 grâce notamment à l'entrée en exploitation (au second semestre) des principaux gisements de pétrole et de gaz et à la progression continue de l'exploitation aurifère. Selon les chiffres du rapport 2024 de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives du Sénégal (ITIE), les revenus générés par le secteur extractif pour l'année 2024 s'élève à 455,99 milliards FCFA contre 380 milliards FCFA en 2023. Sur cette importante manne financière, 435,82 milliards FCFA sont directement affectés au budget de l'État. Cependant, au moment où les entreprises extractives et l'État du Sénégal trinquent, les communautés impactées sont dans le dénuement total. Car, une portion congrue des revenus générés est « réservée aux paiements sociaux et environnementaux », a dénoncé lors du lancement du rapport 2024 de l'ITIE, Gnagna Diène, représentante de la coalition des organisations de la société civile pour la transparence dans les ressources minérales au Sénégal « Publiez Ce Que Vous Payez ».

[https://www.seneweb.com/fr/news/5/secteur-extractif-90-des-revenus-dans-les-caisses-de-letat-zero-franc-dans-le-fonds-de-rehabilitation\\_n\\_478376.html](https://www.seneweb.com/fr/news/5/secteur-extractif-90-des-revenus-dans-les-caisses-de-letat-zero-franc-dans-le-fonds-de-rehabilitation_n_478376.html)

### **LE QUOTIDIEN. Economie maritime : L'Anam certifie 306 marins pour conquérir le secteur offshore**

L'Agence nationale des affaires maritimes (Anam) a organisé, ce lundi, la cérémonie de remise des certificats Stcw à 306 marins sénégalais. Ce programme de renforcement de capacités, soutenu par l'octroi de bourses, vise à doter le Sénégal d'une masse critique de compétences locales pour répondre aux exigences de l'exploitation pétro-gazière offshore. Une vision stratégique pour l'emploi maritime ? La cérémonie de remise des certificats Stcw à 306 marins sénégalais, en présence de Mme Fatou Diouf, Ministre des pêches et de l'économie maritime (Mpem), ainsi que des autorités civiles et militaires. Pour la ministre, cette deuxième session de formation



marque une étape décisive dans la mise en œuvre de la loi sur le contenu local. «Nous préparons nos gens de mer à l'exploitation pétro-gazière offshore.

<https://lequotidien.sn/economie-maritime-lanam-certifie-306-marins-pour-conquerir-le-secteur-offshore/>

### **SIKA FINANCE. Afrique : La BAD mobilise des capitaux privés pour combler le déficit de financement estimé à 402 milliards USD/an**

[https://www.sikafinance.com/marches/afrique-la-bad-mobilise-des-capitaux-privés-pour-combler-le-deficit-de-financement-estime-a-402-milliards-usdan\\_58621](https://www.sikafinance.com/marches/afrique-la-bad-mobilise-des-capitaux-privés-pour-combler-le-deficit-de-financement-estime-a-402-milliards-usdan_58621)

### **LE SOLEIL. GIABA : le Burkina Faso, le Mali et le Niger admis comme membres hors-CEDEAO**

La Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a décidé d'admettre le Burkina Faso, le Mali et le Niger comme membres hors-CEDEAO du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA). Cette décision a été prise à l'issue de la 68<sup>e</sup> session ordinaire de la Conférence, tenue le 14 décembre 2025 à Abuja, au Nigéria, sous la présidence du chef de l'État sierra-léonais, Julius Maada Bio, président en exercice de l'organisation sous-régionale. Selon le communiqué publié par le Secrétariat du GIABA, l'admission des trois pays repose sur leur engagement politique à mettre pleinement en œuvre les obligations liées à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération (LBC/FT/FP). Il s'agit notamment de corriger les insuffisances relevées dans leurs cadres juridiques et institutionnels, tout en respectant les normes et standards internationaux en la matière. Cette évolution intervient dans un contexte particulier, marqué par le retrait officiel du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la CEDEAO, effectif depuis le 29 janvier 2025, à la suite de la création de la Confédération de l'Alliance des États du Sahel (AES).

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/giaba-le-burkina-faso-le-mali-et-le-niger-admis-comme-membres-hors-cedeao/>

### **AGENCE ECOFIN. Réserves de change: la BEAC anticipe un rebond au-delà de 12,5 milliards \$, d'ici 2028**

A fin décembre 2025, les réserves devraient tomber à 6377,3 milliards fcfa (11,45 milliards \$), contre 7294,9 milliards un an plus tôt. Face à cette baisse, la BEAC a renforcé, il y a quelques jours, sa politique monétaire afin de préserver la stabilité financière de la zone CEMAC. Après une année 2025 marquée par une baisse des réserves de change, la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) prévoit une reprise progressive pour la zone CEMAC au cours des prochaines années, apprend-on dans un récent rapport de l'institution. Ces réserves devraient atteindre 6566 milliards fcfa en 2026 couvrant 4,15 mois d'importations, 6983 milliards en 2027 (4,16 mois), et dépasser 7000 milliards fcfa (12,5 milliards \$) en 2028 (4,19 mois), selon les projections de la Banque centrale commune aux six pays de la CEMAC (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad).

<https://www.agenceecofin.com/actualites-finance/2412-134532-reserves-de-change-la-beac-anticipe-un-rebond-au-dela-de-12-5-milliards-d-ici-2028>





# ACTUALITÉS INTERNATIONALES

## **RFI. Sénégal: ouverture d'une procédure de révision du procès du Premier ministre Ousmane Sonko**

Au Sénégal, Ousmane Sonko pourrait-il être innocenté six mois après sa condamnation définitive par la Cour suprême pour diffamation en juillet 2025 ? Les avocats de l'actuel Premier ministre ont annoncé lundi 22 décembre avoir intenté un recours en révision du procès qui opposait leur client, à l'époque opposant, à l'ancien ministre du Tourisme Mame Mbaye Niang. Une affaire qui avait valu à Ousmane Sonko d'être inéligible à l'élection présidentielle de 2024. L'ouverture de cette procédure exceptionnelle prévue par la loi sénégalaise marque donc le début d'un nouveau chapitre judiciaire. Au Sénégal, selon l'article 92 de la loi organique sur la Cour suprême, une décision pénale, même définitive, peut être révisée quand un élément nouveau entre en jeu et qu'il est « de nature à faire naître un doute sur la culpabilité du condamné ».

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251224-s%C3%A9n%C3%A9gal-ouverture-d-une-proc%C3%A9dure-de-r%C3%A9vision-du-proc%C3%A8s-du-premier-ministre-ousmane-sonko>

## **FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL. Le temps est venu de moderniser les indicateurs de croissance**

Les évaluations économiques peuvent passer à côté d'importants changements dans une économie remodelée, fondée sur les données. Les évaluations des économies mondiales pourraient être erronées de plusieurs milliers de milliards de dollars. Dans notre économie fondée sur les données, les indicateurs actuels du PIB, des prix à la consommation, de la productivité et autres paramètres peinent à suivre l'évolution rapide des technologies, des modèles économiques et du comportement des consommateurs. Il faut continuer à innover en matière de systèmes de mesure pour éviter que le fossé ne se creuse entre l'objet des mesures et la nouvelle réalité économique de plus en plus diversifiée dans laquelle nous vivons.

<https://www.imf.org/fr/publications/fandd/issues/2025/12/its-time-to-modernize-measures-of-growth-rebecca-riley>

## **CHALLENGES. Dette, inflation, taux : pourquoi la finance mondiale entre en zone de danger**

Le monde qui vient 2026 - Les finances publiques mondiales semblent plus précaires que jamais. Le ratio dette/PIB des économies avancées dépassera 110 % en 2026. En temps normal, l'année 2026 semblerait propice à la détention d'obligations d'Etat. Les banques centrales, y compris la Réserve fédérale américaine (Fed), ont réduit leurs



taux d'intérêt. La croissance mondiale a nettement ralenti et la Chine est prise au piège d'une faible inflation. Les valorisations boursières américaines ont atteint des sommets extraordinaires, si bien qu'il est difficile d'imaginer de nouveaux gains. Les obligations ne sont-elles pas un meilleur pari ? Et pourtant le monde est dans une situation financière désastreuse. En 2026, le ratio dette/PIB des économies avancées dépassera 110 %. Malgré les recettes douanières, le gouvernement américain empruntera probablement au moins 6 % du PIB. Les banques centrales peuvent bien réduire les taux à court terme, mais les rendements à long terme, qui évoluent à l'inverse des prix, ne suivent pas.

[https://www.challenges.fr/monde/dette-inflation-taux-pourquoi-la-finance-mondiale-entre-en-zone-de-danger\\_634802](https://www.challenges.fr/monde/dette-inflation-taux-pourquoi-la-finance-mondiale-entre-en-zone-de-danger_634802)

### **LE MONDE. Les Etats-Unis surprennent avec une croissance de 4,3 % au troisième trimestre**

L'agence statistique du ministère du commerce attribue cette hausse inattendue de 1,1 % par rapport au trimestre précédent à une « accélération de la consommation ». Les Etats-Unis ont connu une croissance de 4,3 % en rythme annualisé au troisième trimestre 2025, ce qui est très supérieur aux attentes, selon un rapport publié, mardi 23 décembre, avec du retard en raison de la longue paralysie budgétaire. Par rapport au deuxième trimestre, cela représente une hausse de 1,1 %, due en particulier à une « accélération de la consommation », souligne l'agence statistique du ministère du commerce (BEA). Les analystes s'attendaient à un ralentissement de l'activité, avec une progression du produit intérieur brut (PIB) de 3,2 %, contre 3,8 % au trimestre précédent, selon les consensus publiés par MarketWatch et Trading Economics. Les investissements ont, eux, légèrement reculé.

[https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/12/23/les-etats-unis-surprennent-avec-une-croissance-de-4-3-au-troisieme-trimestre\\_6659235\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/12/23/les-etats-unis-surprennent-avec-une-croissance-de-4-3-au-troisieme-trimestre_6659235_3234.html)

### **ZONE BOURSE. Le Japon prévoit de réduire l'émission de dettes très longues à son plus bas niveau depuis 17 ans**

Le Japon devrait réduire l'émission de nouvelles obligations d'État à très longue échéance lors du prochain exercice budgétaire à environ 17 000 milliards de yens (109 milliards de dollars), soit le niveau le plus bas depuis 17 ans, ont indiqué mercredi deux sources gouvernementales, répondant ainsi aux craintes du marché d'une surabondance qui a poussé les taux de ces titres à des sommets historiques. Dans son plan d'émission de dette pour le prochain exercice, le ministère des Finances n'augmentera également pas l'émission des obligations d'État japonaises (JGB) de référence à 10 ans, selon ces sources. Cette orientation souligne la sensibilité du gouvernement face à la hausse régulière des taux obligataires, alimentée par les anticipations du marché selon lesquelles les ambitieux plans de dépenses de la Première ministre Sanae Takaichi et sa politique budgétaire expansionniste entraîneraient une forte augmentation de la dette émise.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/le-japon-prevoit-de-reduire-l-emission-de-dettes-tres-longues-a-son-plus-bas-niveau-depuis-17-ans-ce7e59dadb8cf421>



## **BFMTV. Elle s'était engagée auprès de Trump à investir 750 milliards de dollars dans l'énergie américaine: l'UE a finalement fait l'inverse et baissé ses dépenses de 7%**

L'Union européenne a réduit ses dépenses en gaz et en pétrole américains ces derniers mois. La conséquence d'une chute des prix, plus que d'une chute de volume, mais qui va à l'encontre d'un accord signé avec l'administration Trump. Elle a beau avoir signé un engagement de 750 milliards de dollars pour acheter de l'énergie américaine, l'Union européenne voit ses dépenses diminuer. Les états membres ont dépensé 7% de moins en pétrole et en gaz états-unien, sur ces quatre derniers mois. La baisse est surtout justifiée par une baisse drastique des prix depuis août. Car en volume, le bloc européen a augmenté sa demande de gaz naturel liquéfié depuis cet accord. Malgré tout, le cabinet de conseil en énergie Kpler constate que les importations européennes d'énergie américaine ont plafonné à 29,6 milliards de dollars entre septembre et décembre. En 2025, les importations de l'UE n'ont pas dépassé les 74 milliards de dollars, un chiffre légèrement en baisse par rapport à 2024. Surtout, cette somme ne représente même pas un tiers de ce qu'il faudrait pour respecter l'engagement pris de 250 milliards annuels entre 2026 et 2028.

<https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/energie/l-union-europeenne-a-reduit-ses-dépenses-en-energie-americaine-et-cela-devenir-un-probleme-des-2026-AN-202512240115.html>

## **FRENCH.CHINA.ORG.CN. L'UE exhortée à adopter une approche pragmatique**

L'Union européenne (UE) devrait aborder les relations commerciales Chine-UE avec pragmatisme, en reconnaissant leurs fondements mutuellement bénéfiques et en gérant les frictions par le dialogue plutôt que de les laisser s'aggraver, ont déclaré des observateurs du marché et des dirigeants d'entreprises des deux parties. Ces dernières années, l'UE a cadré son approche vis-à-vis de la Chine autour de la concurrence économique et du « derisking », en introduisant une série de mesures protectionnistes en guise de « sécurité économique » et de « concurrence loyale », ont-ils indiqué. L'UE a imposé des restrictions sur les semi-conducteurs, la 5G et les véhicules électriques, et pris des mesures discriminatoires et restrictives à l'encontre d'entreprises chinoises, perturbant le fonctionnement fluide et stable des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales.

[http://french.china.org.cn/foreign/txt/2025-12/24/content\\_118244572.htm](http://french.china.org.cn/foreign/txt/2025-12/24/content_118244572.htm)

## **LE MONDE. Le salaire de 356 000 agents publics revalorisé au 1<sup>er</sup> janvier pour éviter un salaire inférieur au smic**

Le smic sera revalorisé de 1,18 % au 1<sup>er</sup> janvier, soit un salaire minimum à 1 823,03 euros brut par mois et 12,02 euros brut de l'heure. Or le minimum de traitement des fonctionnaires est aujourd'hui fixé à 1 801,74 euros. La rémunération d'« environ 356 000 agents publics » sera légèrement revalorisée au 1<sup>er</sup> janvier 2026 pour éviter que ces derniers ne soient payés sous le smic, a annoncé, mardi 23 décembre, le ministère des comptes publics. Le smic sera revalorisé de 1,18 % au 1<sup>er</sup> janvier, soit un salaire minimum à 1 823,03 euros brut par mois et 12,02 euros brut de l'heure. Or le minimum de traitement (salaire minimal) des fonctionnaires est aujourd'hui fixé à 1 801,74 euros, en dessous du futur montant du smic. Les agents publics ne pouvant être payés sous le smic, le minimum de traitement sera rehaussé de 21,23 euros le 1<sup>er</sup> janvier,



par le biais d'une « indemnité différentielle » (prime) plutôt qu'une hausse du salaire de base. « Environ 356 000 » agents sur les 5,8 millions que compte la fonction publique seront concernés par cette revalorisation, selon le ministère des comptes publics.

[https://www.lemonde.fr/economie-francaise/article/2025/12/23/le-salaire-de-356-000-agents-publics-revalorise-au-1-janvier-pour-eviter-un-salaire-inferieur-au-smic\\_6659251\\_1656968.html](https://www.lemonde.fr/economie-francaise/article/2025/12/23/le-salaire-de-356-000-agents-publics-revalorise-au-1-janvier-pour-eviter-un-salaire-inferieur-au-smic_6659251_1656968.html)

### **LES ECHOS. Assurance-chômage : quels sont les premiers effets de la réforme de 2023 ?**

Alors que la réforme introduisant une modulation de la durée d'indemnisation des chômeurs en fonction de la conjoncture va fêter ses trois ans, un premier bilan de l'Unédic montre une forte progression des chômeurs en fin de droits. Ce n'est pas encore une photographie parfaite, mais on en approche. La montée en charge de la réforme de l'assurance-chômage de 2023 est bien avancée. En juillet dernier, 71 % des chômeurs étaient entrés dans le champ des modifications entrées en vigueur le 1er février 2023, a constaté l'Unédic dans une étude. De quoi pouvoir mesurer sérieusement les conséquences concrètes de la révolution introduite dans le système il y a maintenant près de trois ans, en tout cas, dans son volet restrictif.

<https://www.lesechos.fr/economie-france/social/assurance-chomage-quels-sont-les-premiers-effets-de-la-reforme-de-2023-2206599>

### **RFI. Noël, fast fashion et consommation: le paradoxe entre conscience écologique et pouvoir d'achat**

À la veille de Noël, période emblématique de la consommation de masse, les Français se retrouvent face à un paradoxe bien connu : une conscience aiguë des limites environnementales et sociales de leurs achats, mais des pratiques qui peinent à évoluer. Entre contraintes budgétaires, attrait des prix bas et émergence de nouvelles alternatives, décryptage d'un paradoxe économique au cœur de nos habitudes de consommation. Mercredi 24 décembre, veille de Noël pour le monde chrétien. Au-delà de la dimension religieuse, cette période est avant tout un moment de rassemblement, de partage et d'échanges de cadeaux. Disons-le clairement : la fin d'année reste la période de la consommation de masse par excellence. Pourtant, les consommateurs semblent aujourd'hui conscients des limites de ce modèle. En toile de fond de cette période festive se cache un paradoxe économique majeur : le décalage entre les intentions affichées et les pratiques réelles d'achat.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/aujourd-hui-l-%C3%A9conomie/20251224-no%C3%ABl-fast-fashion-et-consommation-le-paradoxe-entre-conscience-%C3%A9cologique-et-pouvoir-d-achat>

